

SPÉCIAL ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE



Une protection sociale par et pour tous

ISSN : 0026-0290

STATISTIQUES P.04

Pauvreté en 2017
Des catégories de
plus en plus exclues

EN ACTION(S) P.08

Autriche
Une solidarité
rentable

RENCONTRE P.12

Andréa
La dame
de Jules Joffrin



Offrez et partagez le Fraternel

En proposant d'acheter le Fraternel, durant le mois de décembre 2018, le Secours Catholique invite à la solidarité et au partage et appelle à soutenir ses actions.



NATHALIE CARNET

La présidente du Secours Catholique Véronique Fayet et le chef pâtissier Damien.

Il a pour nom le Fraternel ! C'est un gâteau marbré au chocolat, parfumé aux épices et conçu par le chef pâtissier Damien – du site bien connu des férus de cuisine « 750g.com » – qui a généreusement offert sa recette et ses talents pour soutenir le Secours Catholique. À partir du 1^{er} décembre, l'association proposera aux chalandes sur les étals ce gâteau facile à partager avec d'autres, rond comme la terre sur laquelle le Secours Catholique veut que chacun ait sa place. Le

Secours Catholique invite par le partage de ce gâteau à la solidarité, à l'offrir autour de soi, et à prendre le temps et des moments pour porter un message de fraternité. En proposant au mois de décembre des animations autour du Fraternel sur tout le territoire, les bénévoles du Secours Catholique vous proposent de venir à leur rencontre afin de faire leur connaissance et d'échanger avec eux sur le combat quotidien mené par l'association avec et auprès

des personnes les plus fragiles. Ils seront présents dans les écoles, maisons de retraite, supermarchés, ou encore dans la rue sur les marchés de Noël à la rencontre du grand public.

Vous pourrez également découvrir la recette du Fraternel et réaliser à votre tour votre propre gâteau pour partager autour de vous et transmettre au plus grand nombre la Révolution fraternelle, celle qui permet aux plus fragiles de retrouver la joie du partage.

Marie-Hélène Content



Prix de vente : 7 euros au profit du Secours Catholique.

Recette originale du chef pâtissier Damien, du site de recettes « 750g.com »
Fabrication française - Ingrédients issus des produits locaux.

Vous souhaitez vous procurer le Fraternel, contactez le Secours Catholique de votre département.

messages

du Secours Catholique-Caritas France

Mensuel du Secours Catholique-Caritas France : 106, rue du Bac 75341 Paris cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • Présidente et directrice de la publication : Véronique Fayet • Directrice de la communication : Agnès Dutour • Rédacteur en chef : Emmanuel Maistre (7576)

• Rédacteur en chef adjoint : Jacques Duffaut (7385) • Rédacteurs : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent (7534) • Clarisse Briot (7339)

• Secrétaire de rédaction : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • Rédacteurs-graphistes : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200)

• Responsable photos : Elodie Perriot (7583) • Imprimerie : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 682 850 exemplaires • Dépôt légal : n°325909

• Numéro de commission paritaire : 1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte des pages spéciales destinées aux lecteurs de l'Isère, du Loir-et-Cher et de la Champagne sud ainsi qu'une lettre d'accompagnement/bon de solidarité, deux enveloppes retour, un bon porte adresse, une lettre et un porte adresse bénévolat. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



CONTACTEZ-NOUS

@ messages@secours-catholique.org

f facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

twitter.com/caritasFrance

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

STATISTIQUES
Une précarité aggravée 04

EN ACTION(S)

PAROLE DE
B. Gizard, délégué de Mayotte 06

BOLIVIE
Exode rural 07

AUTRICHE
Une solidarité rentable 08

ÉCONOMIE SOLIDAIRE
Une boutique pour créer du lien 10

RENCONTRE

ANDRÉA
La dame de Jules Joffrin 12

DÉCRYPTAGE

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ
EN FRANCE 2018
La protection sociale
par et pour tous 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

« Accepter d'être libre » 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

ALETH BREDELET
Créer des liens
avec ceux qui partagent 23

Photos de couverture :

Christophe Hargoues /
Secours Catholique-Caritas France

Pour un nouveau contrat social plus solidaire



C. HARGOUES / S.C.-C.F.

Pour le Secours Catholique, la protection sociale est un trésor national. Héritage de l'immédiat après-guerre et résultat d'un courage politique qui a su affirmer la solidarité comme valeur première dans une France dévastée, nous nous devons aujourd'hui d'en prendre soin. Car elle témoigne de la solidarité en action et de notre interdépendance fondamentale. Mais pour la préserver, il faut la réinventer. En effet, au Secours Catholique nous rencontrons de plus en plus de personnes sans ressource (près d'un ménage sur cinq rencontrés), trop souvent dans un logement non fixe et non durable (un ménage sur trois rencontrés). Faute de « rentrer dans les cases », des hommes et des femmes, des familles vivent dans des conditions indignes.

Nous avons donc aujourd'hui besoin d'un nouveau contrat social qui n'exclue personne. C'est pourquoi dans le cadre de notre rapport statistique annuel sur l'état de la pauvreté en France, nous avons mené, avec le Collectif pour une protection sociale solidaire – qui réunit à nos côtés l'association Aequitaz, la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France et le Réseau des Accorderies de France –, une enquête sur la protection sociale de demain afin de bâtir les mécanismes d'une protection sociale plus juste et plus solidaire.

Pour ce nouveau contrat social, nous avons besoin d'un engagement de tous. Cela passe aussi par la reconnaissance des contributions à la société française des plus fragiles, qui prennent par exemple soin de leurs proches, au risque de l'épuisement. La réforme à venir des retraites doit être l'occasion d'une telle reconnaissance. Nous avons besoin aussi d'agir dans la confiance et de nous faire confiance. Cela passe par la reconnaissance du droit à l'erreur des bénéficiaires des minima sociaux et par un effort historique pour que chacun ait enfin accès à ses droits. C'est pourquoi il est important que la bataille contre le non-recours aux droits sociaux soit gagnée (environ un tiers des personnes rencontrées sont concernées).

Enfin, une protection sociale pour le XXI^e siècle est un engagement à n'exclure personne. Au moment où le gouvernement prépare des réformes importantes en la matière, l'heure de l'engagement et des choix a sonné. L'heure d'éradiquer la grande pauvreté, comme l'a annoncé le président de la République ; l'heure de s'attaquer aux causes des inégalités, comme le propose le Secours Catholique, en remettant la finance au service de l'intérêt général.

Rappelons-le, pour bien vivre ensemble, chacun doit pouvoir contribuer à la société et être protégé.

VÉRONIQUE FAYET,
PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE



Chaque année en novembre, le Secours Catholique – Caritas France établit et publie son rapport statistique annuel « État de la pauvreté en France ». En 2017, 68 800 bénévoles répartis dans près de 3 500 équipes ont accompagné 1 362 700 personnes rencontrées. Ce sont 722 000 adultes et 640 700 enfants qui ont ainsi été accueillis. C'est à partir de cette somme unique de données que l'association tire sa légitimité pour interpeller les pouvoirs publics. Cette année, l'association s'inquiète notamment de la précarité de personnes se situant pourtant au-dessus du seuil de pauvreté, de la détresse des étrangers sans statut légal ou encore de l'isolement croissant des personnes âgées.

ANALYSE : JACQUES DUFFAUT ET BENJAMIN SÈZE

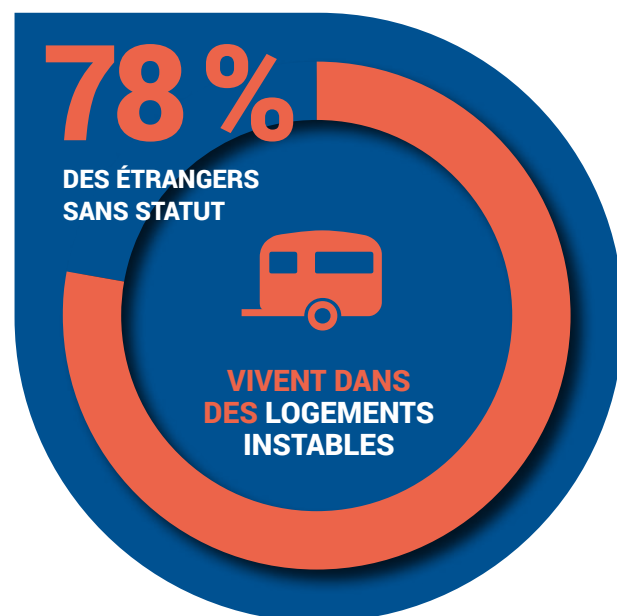
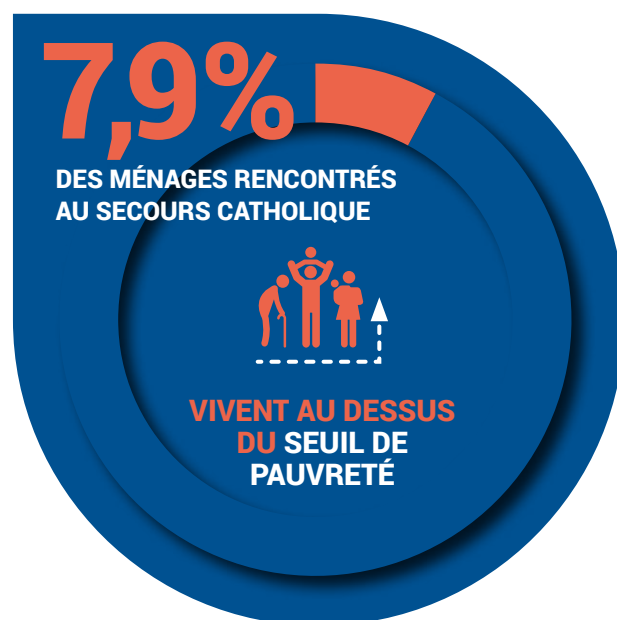
Une précarité aggravée pour certaines catégories de personnes

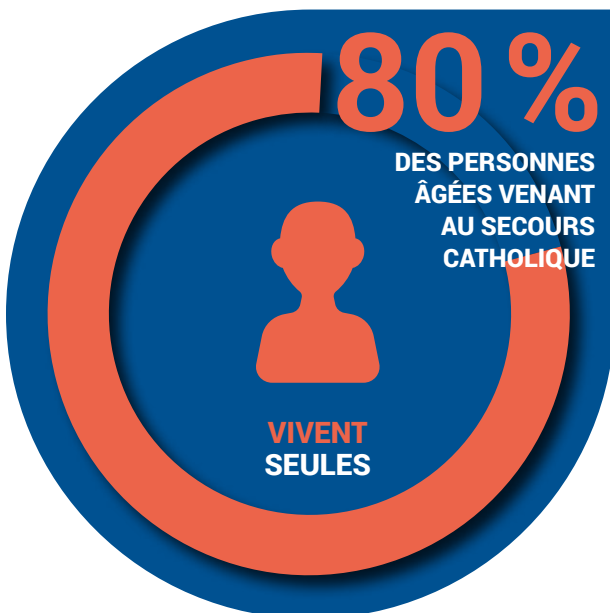
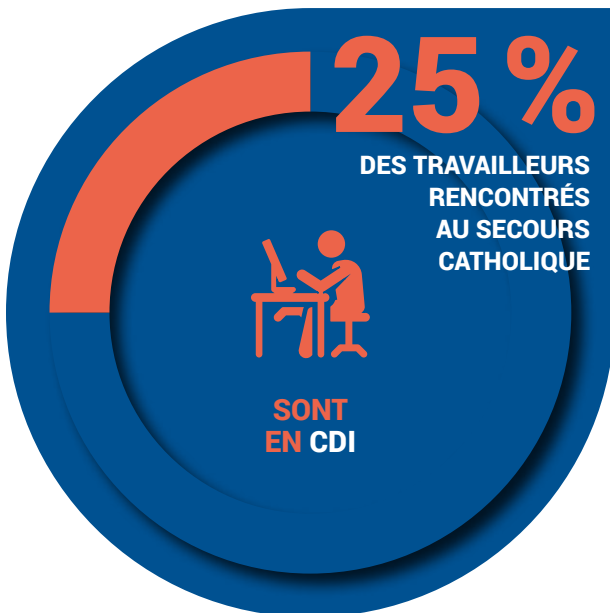
> La précarité n'est pas que monétaire

Près de 8 % des ménages rencontrés par les équipes du Secours Catholique vivent au-dessus du seuil de pauvreté fixé à 60 % du niveau de vie médian des Français. « On en reçoit peu mais de plus en plus », précise Pascale Novelli, statisticienne au sein de l'association. Elle y voit deux explications. La première, considère-t-elle, est que « ce seuil de 1 000 € est de moins en moins pertinent ». Notamment parce que le prix des biens qui occupent la plus grande place dans le budget des ménages modestes (logement, énergie, transport) augmente plus vite que l'ensemble. « Les personnes qui sont juste au-dessus vont, à un moment donné, devoir arbitrer entre se nourrir, payer leur loyer ou régler leurs factures. » La seconde explication est que « la pauvreté n'est pas que monétaire ». À Alès, dans le Gard, Anne-Marie Reboul, responsable de l'équipe locale du Secours Catholique, confirme : « Nous rencontrons des gens qui ont de l'argent, mais qui viennent nous voir pour rompre leur solitude. La plus grande des pauvretés que nous touchons, c'est l'isolement. » ■

> Des étrangers sans statut légal en grande détresse

Le rapport Statistiques 2017 confirme l'augmentation d'étrangers dans les accueils du Secours Catholique, avec une diminution du nombre d'étrangers régularisés mais une augmentation d'étrangers en attente de statut légal. Ceux-ci vivent dans une détresse qu'amplifie l'entrave aux quelques droits qui leur sont reconnus. Notamment le droit d'être hébergé sans conditions. « Le 115 des grandes villes, rapporte Claire Sabah, chargée





du projet Accueil et droits des étrangers au Secours Catholique, *exige certaines conditions pour bénéficier d'un abri d'urgence : être malade, être enceinte ou accompagnée d'enfants de moins de trois ans.* »

Dans les accueils, les étrangers apprennent le français, accèdent aux loisirs et à la culture ou au soutien scolaire, et font l'objet d'une écoute attentive. Pour fuir l'oisiveté, rencontrer et aider les autres, souvent ils deviennent bénévoles. Les plus jeunes sont de plus en plus nombreux à s'engager au sein du mouvement Young Caritas. ■

> Quand le CDI ne protège plus de la précarité

Avoir un emploi en CDI, à plein-temps, et vivre la précarité, c'est possible. Un quart des travailleurs que rencontre le Secours Catholique sont dans cette situation. Ouvrier dans l'automobile en Picardie, Xavier gagne 2 000 euros par mois. Malgré cela, il a dû demander un coup de pouce au Secours Catholique pour acheter une voiture après que la sienne l'a lâché. « *Depuis mon divorce, je ne m'en sors plus.* » Ce quadragénaire doit payer une pension à son ex-épouse, qui ne travaille pas, tout en assumant la charge de leurs quatre enfants. « *Une fois que j'ai payé la pension, le loyer et les factures, il ne me reste plus que 200 euros pour l'essence, les courses et tout le reste.* »

Daniel et Marie-Claude, 50 ans tous les deux, parents de trois enfants, dont deux encore à charge, n'avaient aucune difficulté jusqu'à ce qu'ils décident, il y a quatre ans, d'acheter une maison. « *Vu notre budget, nous avons trouvé dans la Somme.* » Par sécurité, ils décident de garder leurs emplois en Seine-et-Marne, lui en CDI dans une boulangerie (depuis trente ans), elle en intérim dans une lingerie. Ils font l'aller-retour ensemble tous les jours. Les choses se sont gâtées depuis que l'agence d'intérim a arrêté de proposer des missions à Marie-Claude, il y a trois ans. « *Elle n'a pas retrouvé de travail là où nous vivons. Au bout d'un an, elle est arrivée en fin de droits. Depuis, avec seulement mes 1 800 euros de salaire, on galère* », explique Daniel. ■

> Des personnes âgées de plus en plus précaires

« **A**u fil des ans, la hausse lente mais constante des personnes âgées reçues dans nos accueils est une tendance qui se confirme », explique Daniel Verger, responsable du pôle Études, recherches et opinion au Secours Catholique. Cette hausse de 5 % en sept ans a pour principale cause l'insuffisance de ressources financières des retraités. Les faibles pensions et le minimum vieillesse ne leur permettent pas de faire face au coût de la vie. « *Les carrières fragmentées et la solitude sont aussi causes de cette précarité,* ajoute Daniel Verger. *D'autres retraités qui sont au-dessus du seuil de pauvreté sont parfois à la limite : certains propriétaires n'ayant pas fini de payer leur crédit, d'autres ayant des problèmes de santé qui, bien que pris en charge, entraînent d'autres dépenses de mobilité ou d'énergie.* »

Aujourd'hui, 80 % des personnes âgées venant au Secours Catholique vivent seules. Nombreuses sont celles qui recherchent un peu de convivialité, et quelques-unes demandent à être bénévoles. ■

En action(s)

En quête de son propre génie

Fin août, l'artiste plasticienne Frédérique Toutain est venue pendant deux jours au Centre d'entraide pour les demandeurs d'asile et les réfugiés (Cedre), à Paris, animer une session Arts plastiques et Migrations avec des personnes réfugiées. « *Nous avons travaillé sur leur parcours, leur identité, leurs projets, explique-t-elle. Je voulais leur montrer que la créativité n'est pas réservée à l'art, mais sert au quotidien. Surtout à eux, qui sont dans la survie et doivent se débrouiller en permanence.* » Elle a été marquée par cette réflexion venant d'un jeune homme au terme des deux jours : « *On a chacun du génie en soi, mais on n'est pas amené à le savoir. Du coup, on ne l'utilise pas.* »

B.S.



PAROLE DE **BENOÎT GIZARD**, DÉLÉGUÉ DU SECOURS CATHOLIQUE À MAYOTTE

Le Centre Nyamba, ouvert à 70 jeunes déscolarisés de 16 à 25 ans, a été créé par le Secours Catholique de Mayotte en 2001. Ils sont 12 par classe. Le français et les mathématiques servent de base à l'instruction donnée. Dernièrement, les jeunes ont souhaité acquérir en plus un savoir-faire, quelque chose de concret leur permettant de gagner leur vie s'ils venaient à être expulsés de l'île. Alors, nous venons d'ouvrir des ateliers d'initiation à la couture, à la coiffure et à l'électricité. Le centre les aide à obtenir des outils propres à se débrouiller seuls. Avec le temps, il évolue.

Nous rémunérons des formateurs professionnels. L'enseignement est mixte, et, bien qu'il y ait une majorité de filles dans les ateliers coiffure et couture, il y a quelques garçons qui y participent, dont un, Naoufal, qui a un vrai talent pour confectionner des sacs à dos à partir de toiles de sacs de riz.

Ces jeunes sont trop âgés pour intégrer les autres centres de formation et beaucoup ont des



problèmes avec la police aux frontières. Mais nous continuerons à les recevoir et à les aider à se construire.

Nous allons aussi accueillir des enfants déscolarisés de 10 à 12 ans afin de les aider, avec l'aide du rectorat, à intégrer les établissements scolaires. Ici à Mayotte, de très nombreux jeunes n'ont pas accès à l'éducation parce qu'ils sont en situation irrégulière. Bien que la scolarité soit obligatoire,

La situation mahoraise est complexe, avec un grand nombre d'enfants et un manque d'établissements scolaires.

la situation mahoraise est complexe, avec un grand nombre d'enfants, un manque d'établissements scolaires, et des rythmes scolaires qui ne sont pas adaptés au contexte.



mayotte.secours-catholique.org

Propos recueillis par
Jacques Duffaut

INITIATIVE

Formation au dialogue

À Nîmes, un groupe d'une vingtaine de bénévoles et personnes accueillies du Secours Catholique se sont formés au dialogue interreligieux, accompagnés par une religieuse, intervenante à l'Institut catholique de la Méditerranée, et un imam, enseignant. Objectif : réfléchir aux conditions du dialogue pour mieux vivre ensemble. « *Nous recevons dans nos accueils des personnes de toutes confessions, explique Marie-Christine Gleyzon, à l'initiative de cette journée. Nous nous sommes aperçus que certaines interrogations ou idées reçues pouvaient bloquer la rencontre avec l'autre.* » Les participants ont échangé autour d'attitudes « amies du dialogue », parmi lesquelles le respect de l'autre, la curiosité envers sa richesse, la confiance et l'écoute bienveillante.

C.B.

VU SUR PLACE EN BOLIVIE

Exode rural : les défis d'une nouvelle vie

Difficile de connaître les chiffres, mais de plus en plus de paysans quittent leur Bolivie rurale pour les périphéries des grandes villes. « *Les services publics n'étant plus présents dans les zones reculées, les Boliviens fuient les campagnes pour chercher un meilleur avenir en ville. Et ceci est désormais accentué par le changement climatique, avec des cas de sécheresse ou à l'extrême inverse des pluies diluviennes qui ravagent les récoltes* », analyse Luis Urrego, de retour de Bolivie pour le Secours Catholique. Mais l'eldorado tant attendu n'est pas au rendez-vous : les paysans se retrouvent dans des quartiers type bidonvilles, où ils manquent de tout (eau courante, tout-à-l'égout, transports en commun, etc.) et, sans qualification, sont amenés à faire des petits boulots qui leur rapportent des salaires de misère. C'est à partir de ce constat que Aclo (Action culturelle Loyola), partenaire du Secours Catholique, vient en aide à ces populations dans la commune d'Azari, à Sucre. L'idée est simple : installer des citernes d'eau potable et des serres agroécologiques en ville pour assurer à la fois une consommation locale et



LUIS URREGO / SC-CF.
Rendre viable le maintien des petits paysans sur leurs terres bénéficie à toute la communauté.

durable aux populations mais aussi un travail digne, les légumes étant ensuite vendus. « *Aclo est parti du savoir-faire des migrants, c'est-à-dire travailler la terre, pour répondre à leurs besoins* », résume Luis Urrego. « *Ces cultures donnent la santé à mes enfants* », commente Margerite, paysanne. En plus de ces serres, Aclo a aussi mis en place une radio communautaire et formé les migrants à la prise de parole avec un seul but : faire pression sur les autorités pour qu'elles améliorent la vie dans les quartiers. ■

CÉCILE LECLERC-LAURENT

A SUIVRE

Soli'niort, une épicerie coopérative et solidaire

Le Secours Catholique du Poitou, en partenariat avec le centre communal d'action sociale (CCAS), projette d'ouvrir une épicerie coopérative et solidaire à Niort, en juillet 2019.

En proposant des denrées saines, produites localement dans une juste rémunération des producteurs, cette épicerie cherchera à garantir un accès digne et durable à l'alimentation pour tous et à améliorer la qualité de la nourriture des plus fragiles tout en favorisant leur inclusion sociale. L'épicerie sera ouverte aux adhérents qui acquitteront leur participation annuelle d'une dizaine d'euros. Dans un souhait de

tarification solidaire, chacun des usagers paiera un pourcentage du prix de ses achats en fonction de ses revenus. Une personne en grande précarité paiera ainsi 20 % du prix pratiqué dans la grande distribution. Ce lieu conçu pour être convivial et chaleureux et dans lequel se tiendront des animations culturelles sera « gouverné » collectivement. En attendant l'ouverture de l'épicerie, l'équipe a commencé quelques activités et réfléchit à un groupement d'achat. À suivre.

Marie-Hélène Content

+ POUR ALLER PLUS LOIN

poitou.secours-catholique.org

PÉROU

Victoire pour les peuples autochtones

Après des années de combat, les Awajún et les Wampis se sont vu reconnaître leur droit à être consultés en cas de politique d'extraction sur leur territoire. Fin août, la cour d'appel de Lima a ainsi ordonné la suspension d'activités pétrolières sur le lot 116, rappelant à l'État péruvien qu'il avait signé la convention n° 169 de l'OIT*. « *C'est une première au Pérou et on espère que cette décision fera jurisprudence pour que les peuples indigènes qui vivent en Amazonie aient leur mot à dire* », se félicite Joël da Costa en charge du Pérou pour le Secours Catholique. Les Awajún et les Wampis dénonçaient depuis plusieurs années les impacts (rivières polluées, sols contaminés, raréfaction des espèces,...) de l'extraction pétrolière des entreprises françaises Maurel & Prom et Perenco sur leur territoire, ce que le Secours Catholique avait d'ailleurs pointé du doigt avec ses partenaires dans un rapport publié en 2015, « Le baril ou la vie ».

* Organisation internationale du travail.

À Arcachon, à la "Halte petit déjeuner solidaire"

Chaque matin, du mardi au samedi, à la "Halte petit déjeuner solidaire" du Secours Catholique, dans une odeur de café et de pain grillé, une quinzaine de personnes, seules et isolées, prennent une collation. Dans cet espace « *où on va les écouter, sans les questionner* », comme l'explique l'une des bénévoles, les repas perdurent durant les vacances et les jours fériés, « *jours qui sont si difficiles pour ces personnes fragiles, qui souffrent encore plus de l'absence de famille, de l'isolement* » précise une autre bénévole. Dans ce moment de partage entre participants, chacun donne un coup de main pour dresser les tables, servir ou encore ranger.

AUTRICHE

Une solidarité rentable

Très active en Autriche, Caritas s'illustre notamment dans le domaine de l'intégration professionnelle. Reportage en Styrie, l'une des plus grandes régions du pays, où Caritas permet à près de 300 personnes de (re)trouver un emploi chaque année.

Ils s'appellent Frantz, Kathia, Eleni ou encore Omana, ils ont entre 15 et 65 ans et ont en commun de faire partie du vaste réseau économique et solidaire qu'a tissé Caritas en Styrie, grande région faite de massifs montagneux et de forêts.

Le postulat de départ est simple : nul n'est inemployable. Et ici, la formule n'est pas vaine : Caritas emploie plus de 300 personnes par an dans ce réseau d'activités interdépendantes – tri, recyclage et vente de marchandises de seconde main.

Certaines n'ont reçu aucune instruction et n'ont jamais eu de travail ;

d'autres l'ont perdu, parfois depuis de longues années. Toutes rencontrent de grandes difficultés pour accéder à l'emploi.

« Nous travaillons en partenariat avec les centres d'emploi locaux (qui dépendent de l'État), qui définissent contractuellement le nombre de personnes que l'on doit employer sur une période donnée », précise Peter Wagner, le responsable de ce projet ambitieux.

Avec moins de 6 % de chômeurs, l'Autriche semble plus épargnée que la majorité des pays de l'Union européenne. Mais, vue de là-bas, la situation est plus sombre qu'il n'y

paraît : dans ses statistiques, l'Arbeitsmarktservice, le Pôle emploi autrichien, prend aussi en compte les personnes sous-employées, de plus en plus nombreuses dans le pays.

Un pont avec le marché du travail

Entouré d'une équipe jeune et soudée, Peter Wagner s'investit depuis plusieurs années pour trouver un modèle économique qui allie solidarité, respect de l'environnement et rentabilité. Aujourd'hui, le système est parfaitement rodé. Grâce aux très nombreux dons de toutes sortes des particuliers et des entreprises, Caritas possède d'immenses ateliers de tris, de recyclage, de menuiserie, et un nombre impressionnant de boutiques d'articles de seconde main et de cafés branchés, où sont embauchés en priorité les jeunes sans formation, les femmes seules et les chômeurs de longue durée.

À l'atelier de menuiserie, où la devise est *Rien ne se perd, tout se transforme*, les personnes qui s'affairent à donner une seconde vie à de vieux meubles ne sont pas menuisiers de formation, loin s'en faut. Mais avec l'aide de superviseurs expérimentés, ils apprennent les rudiments du métier et sont encouragés à faire preuve de créativité – ici, des portes de placards délabrées deviennent un plateau de table original.

Ainsi Kathia, 17 ans, était perdue en arrivant à l'atelier de menuiserie : sans formation, sans expérience, elle se sentait à mille lieues du marché du travail. En quelques mois, elle a repris confiance, et elle commence désormais à entrevoir un avenir et construit peu à peu un projet professionnel.

Cercle vertueux

« Caritas aide aussi les personnes qu'elle emploie à gérer leur budget, ■■■

+ À LIRE

« L'ESS, laboratoire de la transition », Amandine Barthélémy, *Revue Projet*, N°360.



Le recyclage est une mine d'emplois.

VU D'AILLEURS EN SERBIE

Caritas mise sur l'économie sociale et solidaire



XAVIER SCHWIBEL / S.C.-CF

« **E**n Serbie, la situation de l'emploi empire et le nombre de personnes pauvres et vulnérables augmente tous les jours, assure Viktor Cvetkovic, coordinateur local du projet Elba en Serbie. Nous pensons que l'entrepreneuriat social est le meilleur modèle pour aider les chômeurs. »

Initié en 2015 par Caritas Italie et financé par plusieurs Caritas européennes

L'atelier de réparation et d'entretien de bicyclettes a sa place dans l'économie sociale et solidaire.

dont le Secours Catholique, le projet Elba encourage le développement des entreprises sociales en Europe du Sud-Est grâce au relais des Caritas nationales de Bosnie-Herzégovine, d'Albanie, du Monténégro, du Kosovo, de Grèce, de Bulgarie et de Serbie. Le but étant de donner une activité aux chômeurs marginalisés et/ou handicapés.

Cette économie peu établie en Serbie (0,5 % contre 10 % au niveau européen) investit essentiellement dans l'agriculture et les services. L'État serbe ne la reconnaît pas explicitement. Son caractère durable dépend essentiellement des donateurs et des

soutiens internationaux et de leur petit chiffre d'affaires. Pour autant, « *Elba a déjà favorisé l'émergence de plusieurs structures, ajoute Viktor Cvetkovic, comme des ateliers de réparation de vélos, une imprimerie, ainsi que des services de nettoyage ou de livraison.*

Autant d'opportunités qui nous ont amenés à embaucher plusieurs dizaines de personnes, au chômage ou marginalisées. »

« Nous pensons que l'entrepreneuriat social est le meilleur modèle pour aider les chômeurs. »

Caritas Serbie s'emploie également à faire connaître cette économie sociale auprès des institutions locales et réclame une reconnaissance législative pour faciliter son développement. ■

J.D.

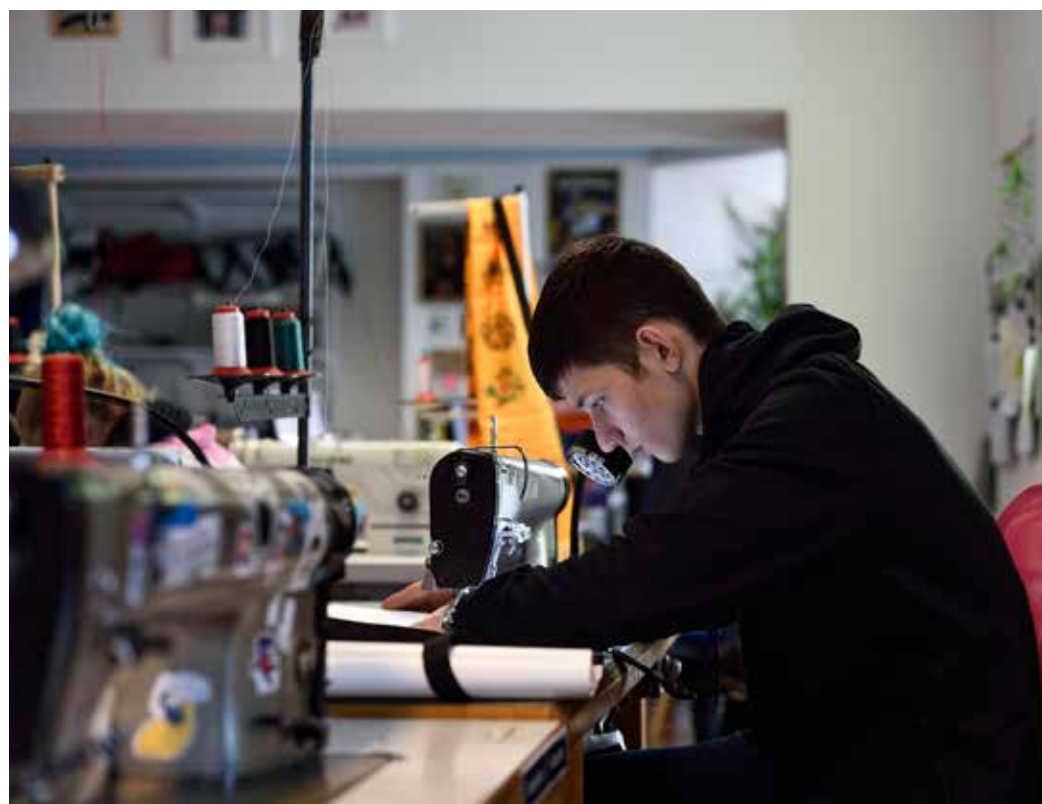
à faire garder leurs enfants, à trouver des soins adaptés », souligne Peter Wagner. Un accompagnement global qui porte souvent ses fruits.

Et, une fois le contrat arrivé à échéance, pas question de les abandonner à leur sort. Aide à la recherche d'un nouvel emploi, simulation d'entretiens d'embauche, lettres de recommandation... l'association ne ménage pas ses efforts pour aider ceux qui devront désormais voler de leurs propres ailes. Grâce à ses liens avec les entreprises locales, Caritas est un précieux pont avec le marché du travail.

« Avec nos magasins et nos cafés, nous générons des bénéfices grâce auxquels on peut créer de nouveaux emplois et ouvrir de nouvelles boutiques », résume Peter.

Rendre créatif, attractif, et permettre aux plus fragiles d'être acteurs de leur destin : telle est l'équation gagnante de Caritas en Styrie. ■

Marina Bellot



PATRICK DELAPIERRE / S.C.-CF

Caritas enseigne un métier et aide les chômeurs à trouver un autre emploi.

ÉCONOMIE SOLIDAIRE


Une boutique pour créer du lien

Il y a treize ans, le Secours Catholique de Maisons-Laffitte, dans les Yvelines, a décidé de transformer son vestiaire en boutique solidaire. Depuis, l'équipe locale œuvre à en faire le plus possible un lieu de rencontre et d'échange.

REPORTAGE BENJAMIN SÈZE

Chemise à carreaux en laine cintrée, fines lunettes posées sur le nez, ce samedi matin, dans la boutique solidaire du Secours Catholique de Maisons-Laffitte (78), Maxime fait glisser les cintres du rayon « vestes » à la recherche d'un coup de cœur. Cet étudiant de 20 ans aime bien venir chiner ici. Il apprécie l'idée de « cycle, avec des personnes qui viennent déposer leurs vêtements et d'autres qui les achètent pour leur donner une deuxième vie ». C'est également ce qui plaît à Blandine, 38 ans. Cette mère de quatre enfants vient de déposer un

sac contenant des chaussures et des vêtements pour enfants, un pantalon de femme... La dernière fois, c'était un costume de son mari. Ce samedi, elle en a profité pour faire un tour dans la boutique. Elle repart avec un pull et un short pour ses deux plus jeunes filles et avec des livres pour enfants. « Je préfère être dans cette démarche qu'acheter et revendre sur leboncoin.fr. Ici, on rend service et on nous rend service. » Fouzia, 55 ans, souligne la bonne tenue de la boutique : « C'est propre, bien rangé. Les vêtements sont de qualité. Je n'ai jamais trouvé quelque



Délégation des Yvelines
24 ter rue du Maréchal Joffre
Centre F. Ozanam,
RP 3542
78035 Versailles cedex
Tél : 01 39 50 44 45
yvelines.secours-catholique.org

Nombre d'équipes locales : 70
Nombre de bénévoles : 2 000
Nombre de situations rencontrées : 2 700

+ D'INFO

28, rue du Fossé Maisons-Laffitte
ouverte le mardi et samedi de 9h-12h pour les achats et le lundi et mercredi (14-16h) pour les dons.

chose de sale ou d'abîmé. » Cette mère de quatre enfants vient avant tout pour des raisons économiques. Elle est en recherche d'un emploi et a du mal à joindre les deux bouts. C'est pourquoi elle bénéficie d'une carte de réduction qui lui permet, pour 2 euros, de réaliser 20 euros d'achat. « C'est important de payer, même 2 euros, estime-t-elle. Car cela permet à l'association d'aider des personnes qui sont encore plus en difficulté que moi, qui sont à la rue. » Elle raconte avoir été surprise de rencontrer ici des parents qu'elle voyait à la sortie de l'école. « Des gens qui n'ont pas de soucis financiers et qui viennent aussi acheter. À l'école, je ne leur parlais pas, car je me disais : "On n'est pas du même monde", confie-t-elle en souriant. Ici, nous nous sommes parlé pour la première fois. Maintenant, quand on se croise à la sortie de l'école, on se dit bonjour. » Faire de la boutique un lieu de rencontre et d'échange, c'était le souhait de l'équipe locale. D'où le souci d'en faire un lieu agréable et convivial. Si Laura, 62 ans, vient régulièrement, ce n'est pas pour acheter. Cette retraitée aime passer juste pour dire bonjour, se poser, prendre un café, discuter. Les mardis et samedis matin (jours d'ouverture de la boutique) sont les seuls moments de la semaine où elle voit du monde. « Parfois on est stressé, démoralisé. Ce n'est pas bien de rester seul enfermé. Quand je viens ici, je me sens mieux », dit-elle. ■

+ ÉCLAIRAGE MARTINE MALPHETTES, RESPONSABLE DE LA BOUTIQUE SOLIDAIRE DE MAISONS-LAFFITTE

« Nous avons voulu ouvrir le lieu à tout le monde »



M. ROSIER / SC-CF

Il y a treize ans, nous avons transformé notre vestiaire en boutique solidaire. À l'époque, nous avons voulu faire de ce lieu qui était réservé aux personnes en situation de précarité un lieu ouvert à tous. Nous avons aussi souhaité changer de logique. Lorsque c'était un vestiaire, les personnes venaient, nous disaient ce dont elles avaient besoin, et nous leur apportions un colis. Elles n'essayaient pas les vêtements, ne pouvaient pas choisir, elles devaient se contenter de ce que nous leur donnions. Depuis que c'est une boutique, elles peuvent, comme tout le monde, regarder ce qui leur plaît, essayer et acheter ce

dont elles ont besoin ou envie. Nous pensons que c'est important de pouvoir choisir, et aussi de pouvoir réaliser l'acte d'achat, même à un prix très modique. Pour les ménages qui ont d'importantes difficultés financières, nous proposons des bons d'achats, sachant qu'un vêtement coûte dans notre boutique autour de 5 euros. Nous avons voulu ouvrir le lieu à tout le monde pour en faire un endroit où les gens, quelle que soit leur situation, se rencontrent, se parlent. Il y a un an, pour accentuer cet aspect, nous avons aménagé un espace convivial avec une table basse et des fauteuils, où les personnes peuvent s'asseoir, boire un café, manger du gâteau. Nous organisons aussi régulièrement des ateliers (tricot, cuisine) et des sorties.

Propos recueillis par B.S.



En action(s)

Plus qu'un commerce, le rôle de la boutique solidaire est aussi d'être une porte d'entrée au Secours Catholique pour les personnes en situation de précarité qui auraient besoin d'un accompagnement pour trouver des solutions à leurs difficultés. D'où le souci d'en faire un lieu convivial où les personnes peuvent se détendre et se sentir en confiance.

PHOTOS : MATTHIEU ROSIER / S.C.-C.F.





Rencontre

ANDRÉA

La dame de Jules Joffrin

Après une vie tourmentée, Andréa alterne son quotidien entre son petit appartement et la salle paroissiale de l'église Notre-Dame de Clignancourt, où elle déjeune avec une petite centaine d'autres personnes en difficulté.

PAR JACQUES DUFFAUT PHOTOS : CHRISTOPHE HARGOUES / S.C.-C.F.

Les Parisiens qui gravitent autour de la mairie du 18^e arrondissement, dans le quartier populaire de Jules Joffrin, croisent régulièrement une femme de 75 ans au visage solaire assise sous l'abribus de la ligne 60. Depuis son siège, elle savoure l'effervescence de la rue et laisse passer une dizaine de bus avant d'en prendre un. Une fois à bord, si son humeur est à la rêverie, elle accompagne le chauffeur pendant deux ou trois circuits avant de

se faire déposer devant chez elle, à l'autre bout de l'arrondissement.

Midi pile

Chaque jour depuis trente ans, Andréa déjeune dans l'annexe de l'église Notre-Dame de Clignancourt, au 36, rue Hermel. Dans la grande salle des fêtes transformée en réfectoire, des bénévoles du Pain partagé, aidés par plusieurs dizaines de personnes de tous âges, préparent le repas qui sera servi à midi pile. Bien

qu'elle ait du mal à marcher, Andréa arrive tôt, s'assoit, aide à écosser ou à éplucher les légumes avant d'entamer une conversation avec d'autres habitués. Moments intimes où il lui arrive de se confier.

De simples langes

Il y a quelques mois, Andréa a raconté son parcours à Christophe Lamarre, dit Tof, ancien sans-abri. Poète et musicien, Tof prête volontiers sa plume à la revue *l'Apostrophe*, publication du Secours Catholique. Dans son dernier numéro, il a rédigé un magnifique portrait d'Andréa intitulé « Une guerrière ».

« *Andréa voit le jour, écrit-il, en mars 1943 sur les marches un peu froides de l'hôpital parisien Saint-Vincent-de-Paul. [...] Comment peut-on gravir les échelons de la vie quand on la commence tout en bas de l'échelle ? Quand, dès les premières heures, on se retrouve emmitouflée dans de simples langes, abandonnée au pied d'un hôpital lambda, avec pour seul passeport une somme d'argent et un piètre mot indiquant qu'aucune recherche ne doit être ordonnée.* »

En découvrant l'article de Tof, Andréa n'a pas pu retenir ses larmes. « *Que c'est beau !* » a-t-elle soupiré. Son histoire, qui débute comme un roman d'Hector Malot, se poursuit plus

BIOGRAPHIE

1943 :
naissance à Paris

1961 :
mariage dans
le Loir-et-Cher

1973 :
revient à Paris



CE QUE JE CROIS

Quand tu as passé quatre ans dans la rue, la croyance t'aide.

Mon Dieu aide-moi, mon Dieu aide-moi, mon Dieu aide-moi.

Je ne peux pas dire que je ne crois pas. ””

prosaïquement dans une famille d'accueil installée à la limite du Loir-et-Cher et de l'Indre, parmi d'autres enfants placés.

À 7 ans, Andréa comprend que ses « parents nourriciers » ne sont pas ses parents biologiques. Elle devient « râleuse ». Pour autant, elle affirme avoir reçu une bonne éducation, faite de respect et d'entraide. Mais quand elle parle d'affection, Andréa fait plutôt référence aux animaux de la ferme. « *J'étais entourée de bêtes : lapins, poules, canards, oies, cochons, un cheval. Mon premier copain était l'âne Grigri. À la ferme, nous faisons les vendanges ensemble mais je gardais seule les vaches et les chèvres.* »

Champignonnaire

À 17 ans, Andréa veut s'envoler. À la ferme, la mère loue des chambres à

des ouvriers embauchés dans une champignonnaire voisine. Elle jette son dévolu sur l'un d'entre eux. « *Il avait dix ans de plus que moi mais en paraissait beaucoup plus car il portait les vêtements de son père. Nous nous sommes mariés en janvier 1961. Nous nous sommes installés dans une maison qui appartenait aussi à ma famille nourricière. Et j'ai continué à travailler à la ferme.* »

Envol raté. Toujours rivée à la ferme et à la famille d'accueil, elle a désormais un mari puis cinq enfants et se sent écrasée par le sort. En 1973, elle demande le divorce, confie ses enfants à une amie sûre et s'enfuit à Paris. Commence alors une vie de bohème et de petits boulots : femme de ménage, vendeuse de fleurs ou de bonbons. Elle se stabilise pendant une dizaine d'années

en tenant un kiosque à journaux près du parc Monceau. Son joli minois lui vaut quelques succès auprès de gens célèbres, elle fait de la figuration dans des films, pose pour des artistes.

Tourbillon

Malgré le tourbillon des rencontres parisiennes, Andréa souffre de solitude. Jusqu'au jour où elle croit trouver le bon compagnon. Erreur. L'homme se drogue et s'avère violent. Pour trouver l'argent nécessaire à ses addictions, il veut qu'Andréa se prostitue. Elle le quitte et entame une période de « *longues années à la rue, comme l'écrit Tof, confrontée à tout ce que l'extérieur peut présenter de destructeur.* »

Parce qu'elle a sa fierté, Andréa met quatre ans avant de se confier à une concierge qu'elle aide. Celle-ci lui trouve une chambre. Puis le Secours Catholique prend le relais et repère le studio où elle vit aujourd'hui. Dans son petit appartement du quatrième étage, elle passe ses heures de solitude à lire des « *livres qui ne prennent pas la tête* ». Mais son grand bonheur est de redescendre chaque matin prendre le bus de la ligne 60 pour retrouver la rue Hermel et ses amis du Pain partagé. ■



DÉCRYPTAGE

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE 2018

LA PROTECTION SOCIALE PAR ET POUR TOUS

INTERVIEW 16
LOUIS MAURIN

DÉBAT 17
« JE CONTRIBUE DONC JE SUIS »

REPORTAGE 18
VANESSA

Quelle protection sociale pour notre ^{xxi}^e siècle ? Depuis quelques années, le Secours Catholique-Caritas France réfléchit à cette question avec des personnes en précarité, les plus touchées en cas de défaillance du dispositif de solidarité collective. Consciente que le modèle français a des atouts mais aussi des failles, l'association a lancé une grande enquête publique – « en–quête d'une protection sociale plus juste » –, qu'elle présente avec ses propositions dans son rapport statistique 2018. Comment vit-on avec la protection sociale aujourd'hui en France et comment améliorer le système ?

SOCIÉTÉ

Pour une protection sociale plus solidaire

L'enquête lancée par le Secours Catholique et les démarches de réflexion menées avec les personnes en précarité ont conduit l'association à tirer un certain nombre de constats sur notre système actuel de solidarité collective, mais aussi à lancer des pistes d'amélioration.

ENQUÊTE : CÉCILE LECLERC-LAURENT / PHOTO : XAVIER SCHWEBEL / S.C.-C.F.

« **L**e pauvre vit la protection sociale de manière aiguë. Celle-ci ne corrige pas les inégalités, elle se contente de boucher une dent creuse. » Voici l'analyse de Sophie, qui touche l'AAH (allocation adulte handicapé) et qui a réfléchi avec le Secours Catholique au système de protection sociale actuel. C'est bien à partir de ce constat – la protection sociale ne corrige pas ou plus toutes les inégalités – que le Secours Catholique s'est lancé dès 2015 dans une réflexion sur notre dispositif de solidarité collective, qui recoupe six catégories de risques : la vieillesse et les retraites, la santé et le handicap, la famille et la maternité, la perte d'emploi, le logement, et la pauvreté et l'exclusion sociale. « Nous pensons que la protection sociale est un véritable trésor qui nous permet de nous extraire de la peur du lendemain et d'assurer une protection vis-à-vis des aléas de la vie », explique Daniel Verger, responsable du pôle Études, recherches et opinion au Secours Catholique. « Mais il n'empêche que, dans nos accueils, nous avons remarqué que de nombreuses personnes passent à la trappe. » D'où l'idée de repenser une protection sociale qui n'exclurait personne, et ce en partant du vécu des personnes concernées. Ainsi, le Secours Catholique, la Fédération des centres sociaux, Aequitaz et le réseau des Accorderies ont lancé une exploration citoyenne faisant interagir les savoirs des gens, des experts et des professionnels au sein du Collectif pour une protection sociale solidaire. Parallèlement, des réflexions ont été menées au sein des délégations du Secours Catholique, et une enquête publique a été réalisée pour mieux comprendre le rapport des personnes à la protection sociale aujourd'hui.

Une protection mise à mal

Premier constat : même si la protection sociale concerne tout le monde, elle n'est pas vécue de la même manière aux différents niveaux de l'échelle sociale. La moitié des

répondants ayant un niveau de vie inférieur à 1 000 € par mois ont été confrontés à un arrêt imprévu de prestations, contre 10 % pour ceux gagnant plus de 2 000 €. De même, la majorité des personnes ayant vécu des situations non prévues par les administrations sont des personnes à faible revenu. « Les personnes qui ne se retrouvent pas dans les cases sont celles qui en auraient le plus besoin, » commente Céline Whitaker, co-coordinatrice du Collectif. « L'enquête montre qu'en cas de difficulté les gens se privent de nourriture et de santé. Les besoins vitaux ne sont donc pas couverts. Il n'y a qu'à voir la différence d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres, treize ans d'écart pour les hommes selon l'Insee, huit ans pour les femmes. » En cas de galère, la société n'apparaît donc pas comme protectrice. De manière générale, l'enquête nous ■■■

+ LE POINT DE VUE DE SÉVERINE NOËL

Membre du Collectif pour une protection sociale solidaire et bénévole au Secours Catholique de Saint-Omer



G. KERBAUL / S.C.-C.F.

“

Les gens ont peur d'aller voir les administrations qui leur demandent dix fois le même papier.”

« C'est quoi ce machin-là ? » Quand on m'a demandé de faire partie du collectif de réflexion sur la protection sociale, j'ai été surprise. Aujourd'hui, plus on avance, plus j'ai envie d'aller au bout de cette démarche. Je me sens utile, et ça m'a fait remonter la pente. On réfléchit à nos vies, et ça donne des idées. Par exemple, je suis estomaquée de voir le taux de non-recours au RSA, 41 % en 2017 parmi les personnes rencontrées par le Secours Catholique. Comment font les personnes pour vivre sans rien ? Je pense que les gens ont peur d'aller voir les administrations qui leur demandent dix fois le même papier. Ils en ont marre et baissent les bras. Je l'ai vu avec ma fille handicapée : j'ai dû me battre quatre mois pour qu'elle touche sa prime d'activité à cause d'un problème de date dans le dossier. Si les droits étaient automatiques et le contrôle se faisait après coup, les gens galéreraient moins ! Sans parler du regard des autres, qui freine. Les mots font mal, par exemple « cas social » : je trouve ça jugeant et blessant. Et puis, parfois, on manque d'informations. Si on ne pose pas les bonnes questions, on loupe nos droits, c'est le comble. Tout ceci explique le non-recours alors que la protection sociale existe. Ça me donne envie d'accompagner les gens pour qu'ils accèdent à leurs droits.

Propos recueillis par Cécile Leclerc-Laurent



D'INFOS

le site du collectif : www.protectionsocialesolidaire.org

■■■ révèle que, même si les agents administratifs sont plutôt accueillants et à l'écoute, l'information est souvent mal transmise, les gens sont renvoyés d'un service à l'autre et ont des délais de perception des allocations assez longs. « *Le tout Internet fait aussi des exclus*, témoigne Isabelle, qui a réfléchi à la protection sociale dans la délégation de Rennes. *Comment font les migrants, les SDF et les personnes âgées s'ils n'ont pas Internet ?* »

Préconisations

Jean-Marc, du Secours Catholique de Lyon, a lui-même été neuf mois dans l'attente du chômage : « *Les Assédic de l'époque et la CAF pour le RMI se renvoyaient la balle. Je ne pouvais rien toucher tant que le problème n'était pas réglé.* » Il perçoit deux solutions : « *Tout d'abord, avoir un interlocuteur unique m'aurait évité du ballottage. Et puis je pense qu'on devrait présumer de la bonne foi des citoyens et verser d'abord les prestations, quitte à contrôler après.* » C'est aussi l'avis de Marc de Montalembert, professeur de politique sociale, qui a accompagné le Secours Catholique dans ses démarches : « *Le contrôle a posteriori éviterait des suspensions de droit. Aujourd'hui, les gens connaissent des ruptures parce qu'il manque tel ou tel papier, c'est toujours à leur détriment. Pour parer à ce problème, je défends aussi la mise en place d'un coffre-fort numérique qui contiendrait les données des personnes, et l'idée des maisons de la solidarité dans un lieu unique avec l'ensemble du dispositif.* » Tout ceci pour rendre la protection sociale positive pour les gens qui en ont le plus besoin. Le Secours Catholique défend aussi l'universalité de la protection sociale : « *Chacun doit pouvoir contribuer et être protégé même dans les périodes où il ne cotise pas.* » La contribution devrait pouvoir être élargie à d'autres qu'aux salariés (voir p. 17). « *Actuellement, la protection sociale répare. Or, il faudrait une protection sociale d'investissement* », conclut Marc de Montalembert, précisant qu'il faudrait aussi mieux investir dans les secteurs du logement et de l'éducation. ■

INTERVIEW LOUIS MAURIN, DIRECTEUR DE L'OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS

« La protection sociale coûte cher mais elle est efficace »

Auteur du livre « *Comprendre les inégalités* » publié par l'Observatoire des inégalités, Louis Maurin nous livre son analyse sur l'essence et la portée de la protection sociale.

Est-ce qu'aujourd'hui la protection sociale remplit encore sa mission initiale de correction des inégalités ?

Le vaste système français de protection sociale réduit les inégalités de façon considérable. Avant impôts et protection sociale, les 10 % les plus aisés touchent 21 fois plus que les 10 % les plus modestes. Après, l'écart se réduit à six. Notre modèle social, qui a certes des imperfections, redistribue donc les richesses. D'autre part, il permet de sortir de la pauvreté plus qu'ailleurs. En France, 2,4 % de la population est pauvre et l'a été deux ans au cours des trois années précédentes, ce qui représente un tiers de l'ensemble des pauvres, si l'on prend le seuil de pauvreté à 50 % du niveau de vie médian¹. Ce taux de pauvreté persistante reste bien sûr trop élevé mais c'est l'un des plus faibles d'Europe. On ne peut donc pas dire, comme notre président, que la protection sociale coûte un « *pognon de dingue* » pour rien. Elle a un coût, mais elle est efficace. Par ailleurs, l'emploi du terme pognon est méprisant pour les personnes en situation de précarité. Jamais il ne viendrait à l'esprit des hommes politiques d'utiliser ce terme concernant les catégories aisées.

Vous parlez d'imperfections. Peut-on dire qu'on assiste à un démantèlement de la protection sociale avec une marchandisation des couvertures (santé, retraite) ?

On ne peut pas parler de « démantèlement », même si les tentations de marchandisation sont nombreuses. Il est vrai qu'on rogne des petits bouts du modèle de protection sociale en ouvrant la porte au privé. Mais on ne va pas vers la fin de la prise en charge. Tout n'est pas rentable et ne peut être privatisé. Notre système est complexe et hybride car il s'est adapté aux réalités sociales. Il a de nombreuses qualités lorsqu'on le compare à d'autres modèles au niveau international. Après, c'est vrai qu'on pourrait faire beaucoup mieux, par exemple pour les jeunes, qui n'ont pas droit aux minima sociaux, ou encore les familles monoparentales.



La protection sociale n'est-elle pas nécessaire pour la bonne cohésion d'une société ?

Elle crée un sentiment d'appartenance à un ensemble, et en France, contrairement à ce que l'on entend partout, la solidarité est très forte envers les plus pauvres. Chaque année la moitié de la richesse nationale est redistribuée. Mais attention, car à trop cibler les populations, on risque de rompre l'universalisme du dispositif. La protection sociale doit aussi avoir une portée universelle afin que tout le monde sente qu'il fait partie du système. Un système pour les pauvres est un pauvre système. Chacun doit contribuer, en proportion de ses revenus, mais aussi recevoir.

Au-delà de l'utilité sociale, la protection sociale, en créant un retour sur investissement, est-elle aussi une nécessité économique ?

Certes les dépenses reviennent dans le circuit économique : les prestations sociales soutiennent la consommation. Mais on ne doit pas justifier le fait de protéger les gens des risques de la vie par le fruit économique. On protège pour protéger, peu importe si on a un retour sur investissement ou pas. Il faut assumer. Derrière se pose la question de la société que l'on veut. Il faut construire la protection sociale autour des valeurs et non autour de la question de l'utilité économique.

Propos recueillis par Cécile Leclerc-Laurent

1. **Ndlr** : L'Insee et le Secours Catholique prennent pour référence le seuil de pauvreté officiel européen de 60 % du niveau de vie médian (1 026 € actuellement).

DÉBAT

« Je contribue donc je suis »

Notre système de protection sociale est principalement basé sur le travail rémunéré, excluant de fait ceux qui ne cotisent pas par le travail. Le Secours Catholique souhaite ouvrir le débat de la contribution.

Assurance-chômage, retraite, Sécurité sociale : tous ces droits ne sont ouverts qu'en cas de cotisations salariales. Or, on estime que les activités de services non rémunérées (bénévolat, aide d'un proche, service rendu gratuitement) représentent 10 à 15 % de la production nationale en France. Pour le Secours Catholique, ils sont indispensables au bon fonctionnement de la société, et les personnes actrices devraient pouvoir contribuer à la protection sociale et être protégées. « Par exemple, les aidants des personnes âgées ou handicapées sont utiles à la société car, sans elles, ces gens seraient délaissés. Elles devraient donc aussi bénéficier de la protection sociale, même si elles ne cotisent pas », explique Nourredine, sans-papiers, hébergé à l'ACSC*.

« Moi-même, n'ayant pas le droit de travailler, je ne touche que l'AME, l'aide médicale de l'État, et du coup, tous les médicaments ne sont pas pris en charge ; je ne peux pas me soigner correctement. Tout le monde devrait avoir la possibilité de se soigner. »

La non-reconnaissance des gens a un coût pour la société. Une personne aidant son parent âgé par exemple peut, sans reconnaissance, s'épuiser et entraîner des dépenses de santé. Dans son rapport statistique, le Secours Catholique pose ainsi la question de la couverture de ce septième risque social : celui de la dépendance. La collectivité devrait apporter davantage d'aide aux personnes dépendantes. « Une meilleure prise en charge de ces personnes a un coût certain, mais peut

+ À LIRE

La protection sociale en France Marc de Montalembert - La documentation française - 2013

aussi faire baisser d'autres coûts monétaires et non monétaires, en diminuant le stress et la fatigue des aidants », indique Dominique Redor, chercheur associé au Centre d'études de l'emploi et du travail.

Élargir la contribution

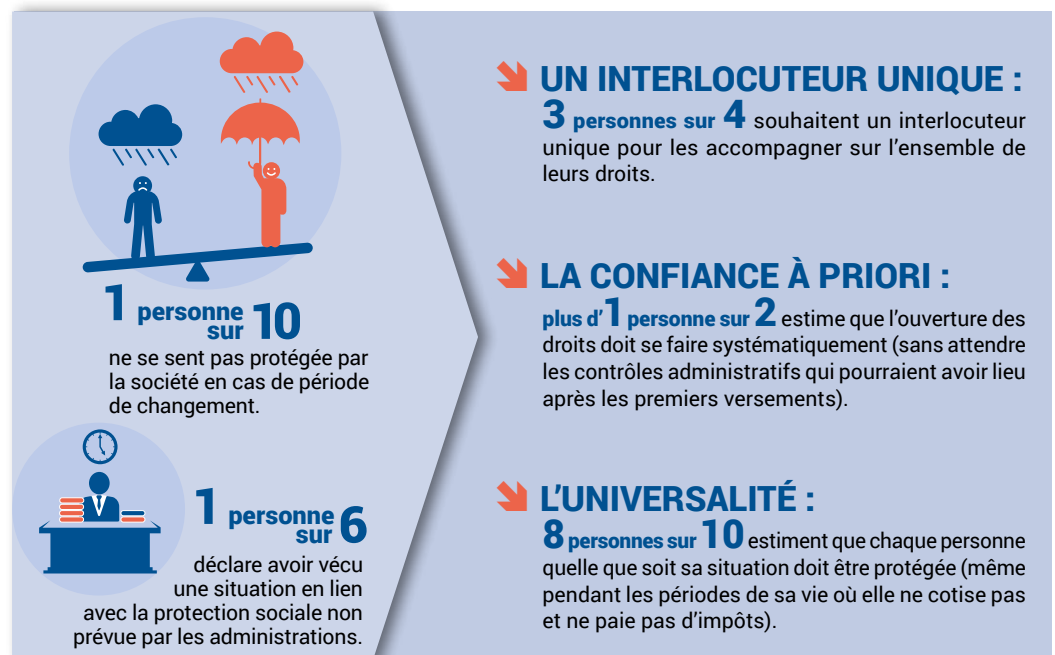
« Comme dans l'exemple des aidants familiaux, on s'est dit que toute personne contribue à la société. On s'est alors demandé comment reconnaître ces apports divers afin qu'ils ouvrent des droits, explique Céline Whitaker, co-coordinatrice du Collectif pour une protection sociale solidaire. Avec l'idée

qu'il n'y a pas que le travail salarié qui devrait être reconnu. » Dans l'enquête du Secours Catholique, les répondants estiment aussi en grande majorité qu'à la fois l'aide (financière ou non) aux parents âgés ou enfants handicapés et le bénévolat devraient être reconnus par l'État. Se pose dès lors la question de la mise en œuvre de cette reconnaissance et de l'ouverture des droits. La rémunération monétaire est d'emblée écartée, avec le risque de dénaturer le bénévolat. Les répondants considèrent plutôt que la reconnaissance devrait passer par la dépénalisation des actions de solidarité, par exemple ne pas diminuer les APL à une personne qui en héberge solidairement une autre. Viennent ensuite dans l'enquête le fait d'avoir accès à des formations ou de gagner des trimestres retraite. « On est donc dans la reconnaissance soit du temps passé, soit de la compétence mise à la disposition des activités de bien commun », analyse Céline Whitaker. Le Secours Catholique ouvre en tout cas le débat. Car, pour bien vivre ensemble, chacun doit pouvoir contribuer à la société et être protégé. ■

Cécile Leclerc-Laurent

*ACSC : Association des cités du Secours Catholique.

La protection sociale : constats et améliorations



Source : "Enquête d'une protection sociale plus juste" du Secours Catholique (sur 3 300 réponses).



VANESSA

« Sans elle, je ne serais plus là »

En invalidité, Vanessa ne peut plus travailler et donne son temps à des associations, comme les Accorderies de Chambéry. Au vu de son expérience et notamment de sa difficulté à accéder toute seule à ses droits, elle milite - au sein du Collectif pour une protection sociale solidaire -, pour un dispositif « plus doux et plus juste ».

« **J**e suis dedans au quotidien, alors, en tant que bénéficiaire, je suis bien placée pour en parler. » La protection sociale et Vanessa, c'est une longue histoire. Après une enfance compliquée, on lui découvre, en 1999, une maladie génétique rare dégénérative (« un brin d'ADN

qui déconne et qui fait partir le reste en cacahuètes ».) La grande brune aux yeux couleur noisette voit son monde s'effondrer en 2006, à tout juste 31 ans. Alors qu'elle vient de se lancer dans une formation avec alternance en comptabilité à Chambéry, la CPAM la déclare en situation d'invalidité 2. Place à la pension d'invalidité payée par la CPAM et à l'AAH (allocation adulte handicapé) payée par la CAF. Le parcours du combattant commence : « Ils ont mis un an à calculer mes droits, un an pendant lequel je ne vivais que des APL : 189 euros pour vivre, c'est impossible. » Vanessa compte alors sur son entourage, sous-loue son appart, même si c'est illégal, et vend ses biens. Elle en sort révoltée : « On ne prend pas les gens en charge à temps, on les laisse tomber dans le trou. »

Repenser la protection sociale

C'est animée de cette énergie et de cette volonté de vouloir changer les choses qu'elle s'engage en 2015 dans le Collectif pour une protection sociale solidaire, initié par le Secours Catholique, les Accorderies, les centres



GABÉL KEBBAOUL / S.C.-CF.

Vanessa participe à une réflexion de groupe pour une protection sociale plus efficace.

sociaux et Aequitaz. « Je trouve ça positif de faire réfléchir ensemble des bénéficiaires de toute la France, des chercheurs et des gens de l'administration. » Vanessa a bien conscience que la démarche prend du temps (« *Chi va piano, va sano et lontano* » explique-t-elle en italien [Qui va doucement va sainement et loin]), mais elle compte bien déposer un jour une proposition concrète aux autorités. Car des idées, elle en a plein : « *La protection sociale peut être difficile à vivre. Quand on est malade, comme moi, parfois on est crevé, et il faut en plus faire les administrations et on ne comprend rien. Il faudrait la rendre plus douce en prenant le temps de l'écoute et du dialogue.* » Exit donc les lourdeurs administratives. Une protection sociale plus douce explique Vanessa, et plus juste, car, à ses yeux, il est injuste de prendre les revenus des années antérieures pour calculer les droits. « *Il faudrait aider les gens à l'instant T quitte à avoir une ouverture des droits automatique et contrôler après.* »

Autre cheval de bataille : le changement de regard. Depuis trois ans qu'elle est en fauteuil, elle explique qu'elle se sent

moins considérée, sans parler des guichets et bureaux administratifs non adaptés. « *À force d'être regardé comme un parasite, on finit par s'en foutre, ça n'aide pas à recourir à nos droits et à se battre.* »

Enfin, Vanessa milite au sein du Collectif pour l'élargissement de la protection sociale à la contribution, celle-ci étant basée actuellement uniquement sur le travail rémunéré. « *Le bénévolat m'a redonné une place dans la société que j'avais perdue. Je contribue à tisser des liens, donc à la société elle-même. Mais je ne touche pas la protection sociale pour cela, alors qu'on pourrait me faire gagner des droits à la retraite par exemple.* » La jeune femme est lucide sur les risques que cela rende le bénévolat obligatoire et en abîme ainsi l'idée de gratuité et de don. Mais elle compte bien ouvrir le débat.

Dignité

De même, Vanessa rêverait de voir élargir les recettes de la protection sociale par la ponction des flux financiers. « *Il y a beaucoup de choses à faire pour garder notre système mais aussi l'améliorer.* » Le garder, car elle reconnaît que « *sans la protection sociale, [elle] ne serai[t] plus là* ». La Sécurité sociale lui rembourse des médicaments hors de prix. Cependant, elle déplore que, « *malgré le fait qu'on ait tout pour soigner les gens en France, beaucoup passent à la trappe* ». Et de montrer sa dent cassée, qu'elle ne peut pas se permettre de faire soigner. Quand on a l'AAH, on n'a pas droit à la CMU complémentaire. Sur sa pension et son AAH, soit un total de 900 euros par mois, Vanessa dépense donc déjà 50 euros de mutuelle. « *J'en ai besoin pour mes hospitalisations.* » Du coup, elle se prive de loisirs – notamment de restaurant, son péché mignon.

L'entretien est terminé, le micro coupé, pour autant la brune débordante d'énergie n'en a pas fini : « *Parfois, j'ai l'impression que nos dirigeants voudraient que la protection sociale soit rentable. Mais c'est pas fait pour. La protection sociale, c'est fait pour qu'un être humain ait une vie correcte et digne. Point final.* » ■

Cécile Leclerc-Laurent

+ POUR ALLER PLUS LOIN

> **Le rapport statistique 2018 État de la pauvreté en France** du Secours Catholique sur la protection sociale : « Enquête d'une protection sociale plus juste » sur rapport.secours-catholique.org.

> « **La protection sociale face à ses défis. 70^e anniversaire de la Sécurité sociale** », de Marc de Montalémbert et Michel Laroque. *Vie sociale* n° 10 – 2015/2 – aux éditions Eres.

> « **Où va la protection sociale ?** » dans *Revue Interrogations* n° 12 – juin 2011 – Quoi de neuf dans le salariat ?

> **Dossier page 12** sur les aides sociales dans *Alternatives économiques* n° 81 / juillet-août 2018.

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



APPEL D'AMÉLIE ET GUILAIN

HAUTS-DE-FRANCE

Deux petits revenus face à des dépenses de santé

En réunissant leurs salaires, Amélie et Guilain parvenaient à boucler leur budget géré au plus juste. Guilain assurait l'entretien de bâtiments et d'espaces verts pour une structure privée, Amélie, de son côté, effectuait des travaux divers contre de petites rémunérations. Elle s'investissait aussi bénévolement dans une boutique solidaire du Secours Catholique. Or l'an dernier, Guilain a été victime d'un accident en se rendant à son travail. Il en a gardé un sérieux handicap. Son employeur ne pouvant le reclasser, Guilain s'attend à être licencié d'un jour à l'autre. Son long arrêt de travail a gravement déséquilibré le budget du couple et Amélie, qui doit changer ses lunettes car elle ne peut plus lire, retarde depuis six mois cette dépense. Elle a besoin aussi de deux prothèses dentaires et depuis trop longtemps elle se contente de pansements provisoires. Comment, dans leur situation, faire face à ces frais ? Dans deux ans, le couple aura terminé le remboursement d'un emprunt et respirera mieux. Mais en attendant, Amélie et Guilain ne peuvent financer ces dépenses de santé. 1 046 euros les y aideront et leur rendront un peu de sérénité.

APPEL DE JOHANNY

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Le permis de conduire pour travailler

Il y a quelques années, des problèmes de santé ont contraint Johnny, 37 ans, à cesser son travail. Il n'a ensuite retrouvé que des emplois intérimaires. Il suit actuellement une formation qualifiante d'une durée de huit mois, financée par la Région. Très motivé, il donne toute satisfaction. Les frais de repas et

d'hébergement restent cependant à la charge de Johnny qui, dans une situation très précaire, se débat dans des difficultés financières angoissantes. Mais tandis que sa formation touche à sa fin, une bonne nouvelle est arrivée : on lui propose un emploi ! Il doit pour cela passer le permis de conduire. Le devis de l'auto-école est de 1 666 euros. Une aide de ce montant donnera à Johnny toutes les chances d'une vie meilleure.

APPEL D'EDMOND

OCCITANIE

Pallier un handicap visuel

Atteint depuis l'âge de 15 ans d'une maladie ophtalmologique évolutive, Edmond s'était accoutumé de son mieux à sa malvoyance. Mais désormais âgé de 62 ans, il ne peut plus se déplacer en véhicule ni à vélo, ni lire, ni reconnaître les visages. Et il vient de perdre son emploi pour inaptitude. Un dispositif spécialisé améliorerait beaucoup sa vie quotidienne en lui permettant de conserver son autonomie et ses relations sociales. Edmond, qui percevra bientôt une petite retraite, fait un apport personnel, la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) contribue elle aussi. Un complément de 1 800 euros permettra l'achat de cet appareil qui apportera aussi à Edmond le réconfort moral dont il a besoin.

APPEL DE MARTINIEN

ÎLE-DE-FRANCE

Être hébergé à l'internat

Martinien, 24 ans, fuyant les persécutions dans son pays, s'est réfugié en France où il a présenté une demande d'asile. Convaincu de l'urgence d'une prise de conscience écologique, il voudrait agir en ce sens à l'avenir, en France puis dans son

pays d'origine. Il lui faut pour cela reprendre des études. Après de nombreuses démarches, il a été admis dans un établissement et il vient de commencer ses cours. Mais pour Martinien qui n'a que des hébergements aléatoires et qui est souvent contraint de dormir dans des lieux publics, l'internat est un facteur essentiel pour réussir ses études. 1 700 euros assureront à cet homme qui malgré sa situation difficile s'investit dans un bénévolat caritatif, la stabilité dont il a intensément besoin.

APPEL DE VICTOR

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Un véhicule pour un travail

Depuis un accident de travail qui lui a laissé des séquelles physiques, Victor ne parvenait pas à retrouver un travail stable malgré une motivation exemplaire. Enfin il obtient un CDD pouvant évoluer vers un CDI dans un bourg distant d'une dizaine de kilomètres. Mais son véhicule hors d'usage, indispensable dans sa région très rurale, a été refusé au contrôle technique et doit d'urgence être remplacé. Pour cette famille ayant deux enfants de 6 et 4 ans, fragilisée financièrement, l'achat d'un véhicule est impossible. Victor fait un apport personnel. 2 500 euros lui permettront de boucler le budget nécessaire.



PROJET INTERNATIONAL

Amorcer un développement économique local

En Bolivie, le Secours Catholique soutient des petits projets pour améliorer la vie des populations locales.

Vendre des produits artisanaux à des touristes, mettre en place un système d'irrigation pour améliorer la production agricole, réorganiser l'assainissement : voici quelques exemples de projets locaux proposés par des populations marginalisées et mis en œuvre avec le soutien d'Unitas (Union des institutions pour le travail d'action sociale), une organisation de la société civile bolivienne partenaire du Secours Catholique. L'idée est de partir des besoins concrets des populations en vue de développer leurs territoires et de renforcer leurs mouvements collectifs. Un site de vente en ligne a même été créé pour aider les producteurs agricoles à commer-



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

cialiser leurs produits, comme le café biologique ou le miel. Chaque projet est rendu visible sur une plateforme de données pour créer du lien entre les communautés et faire naître de nouvelles idées. Le Secours Catholique soutient ce projet à hauteur de 178 000 € sur trois ans (2018-2020). Vos dons serviront cette action ou toute autre action similaire. ■

GRÂCE À VOUS...

Les "coups de pouce" permettent à de nombreuses familles et personnes isolées de rebondir grâce à votre générosité. Cinq de ces coups de pouce sont publiés chaque mois dans *Messages*. En vous appelant à l'aide, ils témoignent aussi des réalités auxquelles sont confrontées les personnes rencontrées chaque jour par les équipes du Secours Catholique. Aides exceptionnelles, complémentaires à celles de nos délégations, les coups de pouce interviennent au cours d'un accompagnement individuel effectué par les bénévoles de l'association. Ils sont l'ultime recours lorsque toutes les recherches de solutions et les démarches entreprises n'ont pu aboutir. Les coups de pouce représentent toujours un moment décisif. Ils marquent pour beaucoup de personnes accompagnées la fin d'une période très difficile et l'ouverture d'un chemin vers la réinsertion, la confiance et la reprise en main de leur vie. C'est grâce à vous que les situations présentées peuvent trouver un dénouement heureux ou encourageant, et nous vous en remercions chaleureusement.

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

À la hauteur de votre confiance

Le Secours Catholique est l'une des rares associations à vous préserver, vous, donateurs : toutes vos données sont absolument confidentielles. Le Secours Catholique-Caritas France ne pratique ni l'échange ni la vente de vos coordonnées à d'autres organismes, hormis aux membres du réseau Caritas France, qui est notre partenaire privilégié (sauf avis contraire de votre part).

Le Secours Catholique s'engage pour garantir la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles. Aujourd'hui, nous vous réaffirmons notre engagement :

- > nous respectons votre droit d'information et de rectification quant à la collecte et au traitement de vos données personnelles ;
- > nous restons transparents sur la manière dont vos données seront traitées, avec des informations claires et sans ambiguïté.

Votre service donateurs se tient à votre entière disposition pour toutes questions ou remarques :

Contactez Julia Allain au service donateurs :

Tél. : 01 45 49 73 50

Mail : service.donateurs@secours-catholique.org

Adresse : 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Déduction fiscale dans le cadre du prélèvement à la source

Dès le 15 janvier prochain, l'État vous versera un acompte de 60 % sur la base de votre don versé en 2017. Mais attention ! si vous n'effectuez aucun don en 2018, vous devrez rembourser en juillet 2019 le crédit d'impôt reçu en janvier. Simplifiez-vous la vie, il est encore temps de faire un don au Secours Catholique avant le 31 décembre 2018.

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Bolivie : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 737 : €

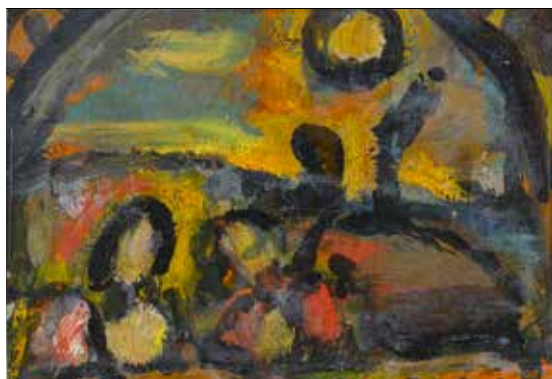
Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel d'Amélie et Guilain : €
- l'appel de Johanny : €
- l'appel d'Edmond : €
- l'appel de Martinien : €
- l'appel de Victor : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 537 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par le Secours Catholique. Elles sont destinées à la Direction Communication et Générosité et aux tiers mandatés par le Secours Catholique à des fins de gestion interne, pour répondre à vos demandes ou faire appel à votre générosité. Elles sont conservées pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation des finalités précitées. Le Secours Catholique s'engage à ne pas sortir vos données hors UE. Elles ne font l'objet d'aucun échange hormis au réseau Caritas France. Pour vous y opposer ou faire valoir vos droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation et de portabilité conformément à la réglementation en vigueur, merci de contacter le Service Donateurs : 106 rue du Bac 75007 Paris / 01 45 49 73 50. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



© RMN-GRAND PALAIS / GEORGES MIEGUEBITCHIAN

BONNE NOUVELLE DE L'ÉVANGILE SELON SAINT MATHIEU (28, 16-20)

Disciples en Galilée

Les onze disciples s'en allèrent en Galilée, à la montagne où Jésus leur avait ordonné de se rendre. Quand ils le virent, ils se prosternèrent, mais certains eurent des doutes. Jésus s'approcha d'eux et leur adressa ces paroles : « Tout pouvoir m'a été donné au ciel et sur la terre. Allez ! De toutes les nations faites des disciples : baptisez-les au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit, apprenez-leur à observer tout ce que je vous ai commandé. Et moi, je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin du monde. »

◀ *Christ et disciple, ciel jaune, Rouault Georges (1871-1958)*

« Il faut vouloir accepter d'être libre... »

PAR CLAUDINE, MARIE-FRANCE, MICHELLE, PIERRE, JACQUES, GÉRARD, ANNICK, SABINE, YVONNE, HENRI, ASTRID, FABIEN, ODILE ET MONIQUE



Ceux qui se laissent conduire par l'Esprit sont fils de Dieu. ”

Le doute fait partie de la foi. Les apôtres avaient vécu avec Jésus et ils doutaient. L'important c'est de se laisser approcher par Jésus, par sa parole.

- Quand j'ai dit à une personne « Dieu t'aime », elle a répété « Dieu m'aime, moi ? » Elle était tout émue.
- Vous dites que Dieu aime tout le monde, mais moi je ne l'ai pas vu ?
- Tu aimeras ressentir quelque chose qui parle en toi. Ce n'est pas la même chose.
- « Je suis avec vous », dit Jésus. Cette phrase en dit long, si vous l'acceptez.

- Est-ce pour tous, pour les chrétiens ou les autres ?
- Quand je vais au cimetière, je parle de Dieu avec mon amie et on prie chacune. On a le même Dieu, et je respecte tous les gens qui sont au cimetière. Je lui ai dit : je ne me voilerais pas, parce que ce n'est pas Dieu qui demande cela, ce sont les hommes.
- Je crois que c'est toujours l'Esprit qui souffle de faire quelque chose de plus transcendant qui est plus qu'humain !
- Tout le monde n'a pas la même religion mais tous ceux qui se laissent

conduire par l'Esprit (Romains, 8) sont fils de Dieu.

- Tu n'es pas esclave, tu es libre. Il faut vouloir accepter d'être libre...
- Et donc responsable.
- Notre groupe est ma famille, c'est le plus beau cadeau que je reçois.
- Y a-t-il beaucoup de gens qui n'ont pas de religion ?
- Oui, et eux aussi peuvent être emplis d'humanité, d'amour pour les autres !
- L'Amour existe, il nous transcende.
- Certains eurent des doutes, des interrogations, dit l'Évangile, on n'a jamais la vérité complète ! ■

† LA MÉDITATION DE HERVÉ PERROT, AUMÔNIER GÉNÉRAL

Certains eurent des doutes



E. PERRIOT / S.C.-G.F.

Le partage « au bas des tours » résonne en ce début de novembre, où nos cimetières « se fleurissent ». Et l'on surprend, dans ce beau dialogue d'amitié intercroissants, des questions sur les doutes de la foi. « Certains eurent des doutes », dit aussi l'Évangile. Oui, le doute fait partie de la foi, de nos fois. Dans nos doutes, Jésus s'approche et il s'engage à être avec nous tous les jours. Il nous invite à plonger nos rencontres dans le bain des relations avec son Père dans l'Esprit et transmettre ses commandements. Ses commandements, c'est l'amour de soi, des autres et de Dieu. Transmettre et

recevoir de l'amour. C'est le chemin qui rend libre. « Encore faut-il vouloir accepter d'être libre », disait l'une d'entre vous. Souhaitons-nous que fleurissent en ce mois de novembre, au-delà des cimetières, les fleurs de la force de nos doutes, comme chemin de foi... Jésus nous y rejoint.

➤ LE GROUPE DE PAROLE

« J'avais tellement envie d'entendre la Bible. » À partir de cette demande, depuis vingt ans, un groupe s'est créé pour partager « l'Évangile au bas des tours » du Blosne, un quartier de Rennes. Ses membres se réunissent tous les vendredis de l'année pour se donner des nouvelles, s'entraider, et lire ensemble l'évangile du dimanche. La vie partagée se tricote avec l'évangile dans l'échange. Un compte rendu écrit donne un fil conducteur à l'aventure du groupe.

➤ **Contact**
mariefrance.laurent@numericable.fr

↳ **TÉMOIGNAGE** ALETH BREDELET,
RESPONSABLE D'UNE ÉQUIPE EN CHAMPAGNE SUD

Créer des liens avec tous ceux qui partagent mon souhait de rendre la société plus juste



Responsable de l'équipe de Chailindrey, je suis engagée depuis neuf ans au Secours Catholique en Champagne sud. Dans l'organisation de la délégation en trois territoires, je partage aussi la mission d'assister l'animatrice dans la coordination des équipes sur le territoire rural Les Sources, dans le sud de la Haute-Marne. J'apprécie, dans ces missions, de créer des liens avec tous ceux qui partagent mon souhait de rendre la société plus juste et d'éliminer la pauvreté. Je suis résolument optimiste et convaincue que, à plusieurs, des solutions peuvent être trouvées pour combattre la précarité et l'exclusion sociale, si grande dans nos campagnes. Habitant la commune où j'ai aussi, en fin de carrière, exercé mon métier de professeur des écoles, je construis un réseau de solidarité, au sein de la paroisse, au sein de la municipalité et du CCAS, dont je suis membre du conseil d'ad-

ministration. Notre équipe de six bénévoles, qui bénéficie d'un local nouvellement remis à neuf, a l'idée d'y installer un espace confortable propice aux rencontres, avec ceux qui viennent apporter des vêtements, avec les habitués de la boutique, comme avec les bénévoles qui en assurent la gestion... Avec l'équipe paroissiale, cinq fois par an, nous organisons un goûter. Plus d'une trentaine de personnes participent et échangent à partir d'un thème choisi. Je suis heureuse de savoir que l'une se préoccupe d'une vieille dame isolée et va la chercher jusqu'à chez elle pour qu'elle ne manque pas cet après-midi d'amitié et qu'un autre accompagnera une personne handicapée. J'agis avec conviction pour que, avec les talents de tous et leur solidarité, nous transformions la société. ■

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org/implantations

RÉSEAUX SOCIAUX



Suivez-nous sur Instagram _____

Le Secours Catholique est désormais bien présent sur Instagram ! Témoignages, portraits, vidéos pédagogiques y sont régulièrement postés. De belles photos ou de courtes vidéos éphémères vous y attendent. Pour les découvrir, réagir et échanger, il vous suffit de suivre le compte Instagram @caritasfrance depuis votre smartphone.

> Rendez-vous sur www.instagram.com/caritasfrance

Agenda

18 novembre
JOURNÉE MONDIALE DES PAUVRES
Les pauvres nous évangélisent



Le dimanche 18 novembre aura lieu la Deuxième journée mondiale des pauvres. Instaurée en 2017 par le pape François à la suite du pèlerinage Fratello - qui avait réuni plusieurs milliers de personnes issues de la rue ou en précarité à Rome - et en conclusion du Jubilé de la miséricorde, cette journée encourage chacun à aller à la rencontre de ceux que la vie a fragilisés.

Dans son message, le pape François nous invite « à vivre cette Journée Mondiale comme un moment privilégié de nouvelle évangélisation. Les pauvres nous évangélisent, en nous aidant à découvrir chaque jour la beauté de l'Évangile. Ne passons pas à côté de cette occasion de grâce. En ce jour, considérons-nous comme leurs débiteurs. Se tendre la main les uns aux autres, c'est vivre une rencontre de salut qui soutient la foi, rend effective la charité, donne l'espérance pour avancer sur le chemin où le Seigneur vient à notre rencontre. »

Le 18 novembre, le Secours Catholique tiendra également sa journée de collecte nationale dans l'ensemble des paroisses françaises. L'association invite à cette occasion les catholiques à se mobiliser pour les personnes en situation de précarité en soutenant les actions de l'association et en les invitant à donner toute leur place aux personnes et une vraie parole dans leur communauté et paroisse, en vue de faire naître une « Église pauvre pour les pauvres ».

À LIRE

Prions en Église,
spécial Journée nationale du Secours Catholique



Pour célébrer le 33^e dimanche du temps ordinaire au souffle de la journée mondiale des pauvres, *Prions en Église* propose une édition spéciale et donne la parole au père Hervé

Perrot. L'aumônier national du Secours Catholique y offre sa méditation sur l'Évangile et nous invite à révéler le seigneur « par nos liens de charité ».

Retrouvez *Prions en Église* sur www.secours-catholique.org

ELLE AVAIT BAISSÉ LES BRAS

Aujourd'hui, Nadia vit avec son petit garçon dans un appartement relais et va devenir aide-soignante. Donnons aux plus fragiles le pouvoir de reprendre leur destin en mains.

#RÉVOLUTIONFRATERNELLE

FAITES UN DON

secours-catholique.org



[caritasfrance](#) [Secours Catholique-Caritas France](#)

